

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOITEC

Chemin des Franques

38190 BERNIN

Références : 2024Is025T3

Code AIOT : 0010400094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2024 dans l'établissement SOITEC implanté chemin des Franques à Bernin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action coup de poing régionale relative au contrôle des rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOITEC
- chemin des Franques à Bernin
- Code AIOT : 0010400094
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Soitec conçoit et produit des matériaux semi-conducteurs innovants : des substrats sur lesquels sont gravés puis découpés les circuits de composants électroniques.
L'établissement est classé SEVESO seuil bas par dépassement du seuil des rubriques 4110.2 et 4120.2.
Il est réglementé par l'arrêté préfectoral DDPP-DREAL-UD38-2023-07-14 du 21/7/2023.

Le site n'est pas soumis à l'AM du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des PFAS dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation. Néanmoins, l'exploitant envisage la réalisation de campagnes d'analyses en fonction des disponibilités des laboratoires.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/98, article 4.II	Demande d'action corrective	1 mois
3	Points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/98, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
4	Respect des périodicités	Arrêté préfectoral du 21/7/2023 article 9.2.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Respect des VLE et Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté préfectoral du 21/7/2023, article 4.3.9	Demande d'action corrective	1 mois
7	Débit de rejet	Arrêté préfectoral du 21/7/2023, article 9.2.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Demande d'action corrective	1 mois
9	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/98, article 49	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection conduit à proposer des demandes d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/98, article 4.II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Voir aussi article 4.2.2 de l'AP du 21/7/2023
Constats : Présentation de 2 plans datés du 28/3/2024 correspondant aux eaux pluviales et eaux industrielles. Sur le plan des eaux pluviales, on retrouve les 3 points identifiés dans l'AP du site. Les séparateurs hydrocarbures sont indiqués mais non légendés. Sur le plan des eaux industrielles, on retrouve le point 4 correspondant au rejet principal mais le point 7 (batiment AWC) n'est pas indiqué. Par ailleurs, le plan doit être complété car certaines portions de canalisations aériennes n'apparaissent pas.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective Les plans doivent être complétés pour faire apparaître clairement tous les points de rejets recensés dans l'AP du site ainsi que tous les réseaux d'évacuation avec l'ensemble des détails prévus à l'article 4.2 .2 de l'AP du 21/7/2023.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : demande d'action corrective
Délai : 1 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/98, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Constats :
Les rejets industriels après traitement interne s'effectue dans le réseau communal de la ZAC menant à l'Isère.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/98, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Voir aussi article 4.3.6.1.2 de l'AP du 21/7/2023</p>
<p>Constats :</p> <p>La vérification a porté sur les 2 point de rejets industriels identifiés dans l'AP (points 4 et 7).</p> <p>Le point de rejet 4 est accessible mais n'est pas équipé de canal venturi.</p> <p>La question des caractéristiques de la section devant permettre de réaliser des mesures représentatives est posée ; Lors du contrôle inopiné de septembre 2023, le laboratoire avait du poser un manchon déversoir gonflable qui n'avait pas tenu en place interrompant ainsi la mesure de débit et le prélèvement.</p> <p>Le point de rejet 7 n'est pas accessible pour permettre l'intervention des laboratoires extérieurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective</p> <p>Les 2 points de rejets doivent être rendus accessibles aux laboratoires extérieurs et permettre la réalisation de mesures représentatives conformément à l'article 4.3.6.1.2 de l'AP du 21/7/2023</p>
Type de suites proposées : avec suites
Propositions de suites : demande d'action corrective
Délai : 3 mois

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/7/2023 article 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée :

Le contrôle a porté sur les points de rejets 4 et 7.
Constats : L'examen des résultats transmis montre que les fréquences de surveillance imposées par l'AP du 21/7/2023 sont respectées à l'exception de la surveillance en continu du débit et du flux en MES qui ne sont pas réalisés au point 7.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective La surveillance du flux de MES et du débit doit être mise en place au niveau du rejet 7.
Type de suites proposées : avec suites
Propositions de suites : demande d'action corrective
Délai : 1 mois

N° 5 : Respect des VLE et Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/7/2023, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE et Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Le contrôle a porté sur les points de rejets 4 et 7.
Constats : L'exploitant transmet les résultats via un fichier excel. L'inspection note quelques erreurs dans le report de certaines valeurs limites (DBO5, MES...) et demande à l'exploitant de corriger ce point. L'examen des résultats montre des dépassements en MES (en flux et concentration) en particulier depuis septembre 2023. L'exploitant a réalisé une recherche des sources de MES et a identifié les machines Grindeuses comme principal contributeur. Un prototype de filtration va être testé sur une Grindeuse de B3. Si l'essai est concluant, la ségrégation et la filtration des effluents des Grindeuses de B3 pourront être généralisées. L'exploitant envisage également la construction d'un bâtiment dédié aux traitements complémentaires ciblés des effluents du site existant (projet Total Water Management – 40 millions d'euros). L'inspection rappelle les termes du courrier du 6/7/2022. <i>Une demande de modification des VL implique que l'exploitant fournisse :</i> - une étude technico-économique relative à la réduction des rejets de MES ; elle doit permettre d'identifier précisément l'origine des MES (par machine) et leurs natures, les caractériser en flux et concentration et soit démontrer que les traitements actuels sont suffisants pour traiter le flux de MES supplémentaire soit prévoir de ségréger les flux sortie machines afin de les traiter ou de pouvoir dimensionner les éventuels traitements sur des débits optimisés. - une démonstration de l'acceptabilité par le gestionnaire du réseau communal et par le milieu Isère

(conformément à l'article 2 de la convention de rejet liant SOITEC et le gestionnaire du réseau communal).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective L'exploitant transmettra l'échéancier relatif à la mise en place du prototype de filtration, à la fourniture des résultats et le cas échéant à la généralisation sur les Grindeuses du B3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats ne sont pas transmis via GIDAF. L'inspection a pu observer qu'il existe un problème de transmission des données. L'inspection reviendra vers l'exploitant après remontée du problème au service support de la DREAL.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans l'attente de la résolution du problème de GIDAF, l'exploitant doit transmettre ses résultats d'autosurveillance par mail de manière trimestrielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 21/7/2023, article 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : Mesure et enregistrement en continu du débit rejeté sur les points 4 et 7.
Constats :

<p>Point de rejet 4</p> <p>Surveillance débit, pH et température en continu.</p> <p>Valeurs enregistrées.</p> <p>PH à 7,6, température de 21°C et débit à 64m³/h le jour du contrôle : valeurs conformes.</p>
<p>Point de rejet 7</p> <p>Surveillance pH et température en continu.</p> <p>Absence de surveillance du débit.</p> <p>PH à 9,5, température de 21°C le jour du contrôle.</p> <p>La valeur de pH est non conforme, non alarmée et non reportée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective</p> <p>L'exploitant doit mettre en place le suivi en continu du débit avec enregistrement des valeurs au point 7.</p> <p>Le suivi du pH doit être alarmé pour permettre une intervention rapide en cas de dépassement des VL.</p> <p>L'exploitant doit préciser les causes et actions correctives relatives à la non conformité du pH constatée le 4 avril.</p>
<p>Type de suites proposées : avec suites</p>
<p>Propositions de suites : demande d'action corrective</p>
<p>Délai : 1 mois</p>

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise ses prélèvements journaliers aux points 4 et 7 avec des échantillonneurs automatiques.</p> <p>Les prélèvements sont proportionnels au débit (50ml tous les 13m³) pour le rejet 4.</p> <p>Les prélèvements sont sur timer, non proportionnel au débit, sur le rejet 7.</p> <p>Les échantillons sont conservés dans des préleveurs réfrigérés.</p> <p>Les analyses d'azote, phosphore, fluorures et DCO sont réalisées par l'exploitant (laboratoire interne).</p>

Les autres paramètres sont analysés par ABIOLAB-ASPOSAN à Montbonnot sur le prélèvement donné par l'exploitant. Ce laboratoire est accrédité pour l'ensemble des paramètres analysés. (n° 1-5822 rév 10).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande d'action corrective L'exploitant doit mettre en place un prélèvement proportionnel au débit au niveau du point de rejet 7.
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.
Constats : L'exploitant indique faire réaliser un contrôle annuel de recalage mais : <ul style="list-style-type: none"> - les analyses sont réalisées sur un prélèvement fourni par l'exploitant alors que celui-ci n'est pas fait sous accréditation (absence d'un agrément SRR par l'agence de l'eau), - le laboratoire n'est pas différent de celui qui réalise les analyses dans le cadre de l'autosurveillance. Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant que le laboratoire doit être agréé pour chaque paramètre analysé sur la matrice eaux résiduaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Demande d'action corrective</p> <p>L'exploitant devra faire réaliser un contrôle de recalage dans les conditions réglementaires : prélèvement sous accréditation, analyses sous agrément et laboratoire indépendant de l'autosurveillance.</p> <p>Il procédera à une analyse comparative de ses résultats d'autosurveillance et de ceux du laboratoire agréé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois